

Portaria n.º 16 442

Verificando-se que não subsistem as condições a que se refere o artigo 4.º da Lei n.º 2049, de 6 de Agosto de 1951:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Justiça, que seja extinto o posto do registo civil com sede na freguesia de Santa Margarida da Serra, concelho de Grândola.

Ministério da Justiça, 18 de Outubro de 1957.—
O Ministro da Justiça, João de Matos Antunes Varela.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos
e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 324

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado para adesão o Acordo para a constituição de um Conselho Indo-Pacífico de Pesca, assinado em Baguio a 26 de Fevereiro de 1948, cujos textos em francês e respectiva tradução são anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 18 de Outubro de 1957. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — Marcello Caetano — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Accord en vue de la constitution d'un Conseil
Indo-Pacifique des Pêches

Preamble

Les gouvernements des Etats de Birmanie, Chine, France, l'Inde, Pays-Bas, République des Philippines, Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique du Nord, membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, portant un intérêt commun au développement et à l'utilisation judicieuse des ressources aquatiques vivantes des zones indo-pacifiques, désireux de parvenir à la réalisation de ces buts par une coopération internationale en créant un Conseil Indo-Pacifique des Pêches, conviennent se qui suit:

ARTICLE I

Le Conseil

1. Les Gouvernements des Etats contractants conviennent de créer un Conseil qui portera le nom de Conseil Indo-Pacifique des Pêches ayant pour but de remplir les fonctions et obligations énoncées à l'article III ci-dessous.

2. Seront membres du Conseil les gouvernements qui adhèrent à cet accord conformément aux dispositions de l'article IX.

ARTICLE II

Organisation

1. Chaque Etat Membre sera représenté aux réunions du Conseil par un délégué unique qui pourra être accompagné d'un suppléant, ainsi que d'experts et de conseillers. La participation des suppléants, experts et conseillers aux réunions du Conseil ne leur conférera pas le droit de vote, excepté pour le cas où un suppléant fera fonction de délégué en l'absence de l'un de ces derniers.

2. Chaque Etat Membre disposera d'une voix. Les décisions du Conseil seront prises à la majorité simple des voix exprimées sauf dans les cas où le présent accord en dispose autrement. La majorité calculée sur la totalité des membres du Conseil constituera un quorum.

3. Le Conseil élit le Président et le Vice-Président, qui composent, avec le Président sortant, le Comité exécutif.

4. Le Conseil fixera la fréquence, la date et le lieu des réunions et établira son règlement intérieur.

5. Le Président convoquera le Conseil au moins une fois par an, sauf décision contraire de la majorité des Etats Membres. La session inaugurale sera convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord et se tiendra en tout lieu que cette Organisation jugera bon de désigner.

6. Le Conseil aura pour siège le Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture qui lui paraîtra le plus approprié dans les limites de la zone définie par l'article IV. En attendant la création de ce Bureau régional, le Conseil choisira un siège provisoire dans les limites de la zone précitée.

7. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture fournira le secrétariat du Conseil et designera son Secrétaire.

ARTICLE III

Attributions

Le Conseil aura les attributions et obligations suivantes:

(a) Formuler les aspects océanographiques et biologiques et tous autres aspects techniques des problèmes relatifs au développement et à l'utilisation judicieuse des ressources aquatiques vivantes;

(b) Encourager et coordonner les recherches ainsi que la mise en usage courant de méthodes améliorées;

(c) Rassembler, publier ou diffuser par tous autres moyens les renseignements océanographiques et biologiques relatifs aux ressources aquatiques vivantes;

(d) Recommander aux gouvernements des Etats Membres d'établir chaque ou en collaboration les projets de recherche et de développement qui leur paraîtront nécessaires ou désirables pour combler les lacunes existantes dans ce renseignements;

(e) Entreprendre, dans les cas appropriés, la réalisation des projets communs de recherche et de développement visant ce but;

(f) Proposer et, en cas de nécessité, adopter des mesures propres à amener l'unification de l'équipement, des techniques et de la nomenclature scientifiques;

(g) Prêter ses bons offices aux gouvernements des Etats Membres désireux de se procurer les matériaux et l'équipement essentiels;

(h) Etablir un rapport sur toutes questions ayant trait aux problèmes océanographiques et biologiques

et tous autres problèmes techniques sur lesquels son attention aura été attirée par les gouvernements des Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ou toutes autres organisations internationales, nationales ou privées intéressées par ces problèmes;

(2) Addresser chaque année, à titre d'information, un rapport d'activités à la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et lui faire également tous autres rapports qui leur paraîtront nécessaires ou désirables sur les questions relevant de sa compétence.

ARTICLE IV

Champ d'action

Le Conseil s'acquitte des attributions et obligations définies à l'article III dans les limites de la zone indo-pacifique.

ARTICLE V

Coopération avec les organisations internationales

Le Conseil coopérera étroitement avec les autres organisations internationales sur les sujets d'intérêt commun.

ARTICLE VI

Frais

1. Les frais engagés par les délégués et par leurs suppléants, experts et conseillers, du fait de leur présence aux séances du Conseil, seront déterminés et payés par leurs gouvernements respectifs.

2. Les frais du secrétariat, y compris ceux afférents aux publications et communications et, d'autre part, les frais encourus par le Président, le Vice-Président et le Président du Conseil sortant, dans l'accomplissement de fonctions ayant trait aux travaux du Conseil et exercées dans l'intervalle des sessions, sont fixés et pris en charge par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture dans les limites du budget annuel qui sera préparé et approuvé conformément au Règlement de l'Organisation.

3. Les frais résultant des projets de recherches ou de développement entrepris par les membres du Conseil agissant individuellement, soit de leur plein gré, soit sur la recommandation du Conseil, seront déterminés et payés par leurs gouvernements respectifs.

4. Les dépenses résultant des projets communs de recherche ou de développement entrepris conformément aux dispositions de l'article III, paragraphes (d) et (e), moins qu'elles ne puissent être autrement couvertes, seront fixées et payées par les Etats Membres dans la forme et la proportion dont ils conviendront mutuellement.

ARTICLE VII

Amendements

Tout amendement au présent Accord devra être approuvé par une majorité des deux tiers de la totalité des membres du Conseil. Une exception à cette règle est prévue dans les cas suivants:

1. Les amendements à l'Accord portant extension des attributions du Conseil nécessitant l'approbation de la Conférence des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, en sus de l'approbation de la majorité des deux tiers de la totalité des membres du Conseil;

2. Les amendements à l'Accord qui portent sur l'extension des pouvoirs du Conseil dans l'engagement de frais incombant à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture devront rencon-

trer l'approbation d'une majorité des deux tiers de la totalité des membres du Conseil et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

ARTICLE VIII

Agrément

1. Le présent Accord est proposé à l'agrément des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

2. Le présent Accord est également proposé à l'agrément des Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, avec l'approbation de la Conférence et des deux tiers des membres du Conseil. Ces gouvernements peuvent participer aux activités du Conseil s'ils assument une part proportionnelle des dépenses du Secrétariat, qui devra être fixée par le Conseil et approuvée par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

3. Notification des agréments du présent Accord sera faite au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui en informera aussitôt tous les gouvernements intéressés.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur à compter de la date de réception du cinquième avis d'acceptation.

2. Agréments reçus après l'entrée en vigueur du présent Accord prennent effet à compter de la date de leur réception par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui en informera aussitôt tous les Gouvernements intéressés et le Conseil.

ARTICLE X

Démissions

Tout Etat Membre peut, à l'expiration d'une période de deux ans, à compter de la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur en ce qui le concerne, dénoncer cet Accord en informant par écrit le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui à son tour en informera aussitôt tous les gouvernements intéressés et le Conseil. L'acte de démission prend effet après une période de trois mois à compter de la date de sa réception par le Directeur général.

Elaboré à Baguio, le vingt-six février, mil neuf cent quarant-huit, en langue anglaise, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Des copies certifiées conformes en seront distribuées aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Règlement intérieur

ARTICLE I

Aux fins du présent règlement, les termes se définissent comme suit:

Accord: l'Accord en vue de la constitution d'un Conseil Indo-Pacifique des Pêches, conclu à Baguio (République des Philippines), le 26 février 1948.

Conseil: le Conseil Indo-Pacifique des Pêches.

Président: le Président du Conseil.

Délégué: le représentant d'un Etat Membre comme il est spécifié dans l'article II (1) de l'Accord.

Délégation: le délégué et son suppléant, les experts et les conseillers.

Etat Membre: l'Etat Membre du Conseil.

Secrétaire: le Secrétaire du Conseil.

Organisation: l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Conférence: la Conférence de l'Organisation.

Directeur général: le Directeur général de l'Organisation.

Etat ou organisation représenté par un observateur: un Etat ou une organisation non-membre invité à assister à une session du Conseil.

Observateur: le représentant d'un Etat ou d'une organisation agissant en tant qu'observateur.

ARTICLE II

Sessions du Conseil

1. Conformément à l'article II, paragraphe 5, de l'Accord, le Conseil examinera, à chaque réunion, si la prochaine réunion doit avoir lieu dans un délai d'un an ou dans un délai de deux ans, et arrêtera la date et l'endroit de cette réunion, en égard aux exigences du programme du Conseil et aux termes de l'invitation formulée par le gouvernement du pays où doit se tenir la réunion. Le Président annoncera la convocation de la réunion en conséquence, sous réserve que le Conseil, au cas où il n'est pas en mesure, lors de sa réunion ordinaire, de fixer la date et l'endroit de la prochaine réunion, prenne une décision concernant l'année civile durant laquelle cette réunion se tiendra. Le Président est alors autorisé à fixer la date et l'endroit de la réunion, après avoir consulté les Etats Membres et obtenu l'approbation de la majorité des dits Etats Membres.

2. Le Président peut convoquer une session extraordinaire du Conseil:

(a) Sur les instructions du Conseil;

(b) Sur les instructions du Comité exécutif avec l'approbation de la majorité des Etats Membres; ou

(c) A la demande de la majorité des Etats Membres.

Le Comité exécutif décidera de la date et du lieu de cette session.

3. Les invitations à une session ordinaire du Conseil seront envoyées au moins soixante jours avant la date fixée pour l'ouverture de celle-ci. Les invitations à une session extraordinaire seront envoyées au moins quarante jours avant la date fixée pour l'ouverture de celle-ci.

ARTICLE III

Pouvoirs des délégués

A chaque session le Secrétaire recevra les pouvoirs des délégations et des observateurs et établira un rapport à ce sujet destiné au Conseil, pour que celui-ci prenne les décisions nécessaires.

ARTICLE IV

Ordre du jour

1. L'ordre du jour de chaque session ordinaire comprendra:

(a) L'adoption de l'ordre du jour;

(b) L'élection du Président et du Vice-Président comme il est prévu par l'article II (3) de l'Accord;

(c) Un rapport du Comité exécutif sur son activité pendant l'année, comprenant un rapport sur les travaux accomplis pour le Conseil par le Secrétariat;

(d) Un rapport du Secrétaire sur la situation financière du Conseil;

(e) L'examen du projet de budget pour l'exercice suivant;

(f) Les propositions d'amendement à l'Accord, conformément à l'article VII de ce dernier et aux dispositions de la Section XV du Règlement;

(g) Les demandes d'adhésion au Conseil présentées par des Etats non-membres de l'Organisation et approuvées par la Conférence conformément à l'article VIII (2) de l'Accord;

(h) Les rapports des comités;

(i) L'examen de la date et du lieu de la prochaine réunion.

2. L'ordre du jour comprendra également, après approbation du Conseil:

(a) Les questions approuvées au cours de la session précédente;

(b) Les questions proposées par le Comité exécutif;

(c) Les questions soumises au Conseil par l'Organisation ou par le Directeur général;

(d) Les questions proposées par un Etat Membre.

3. Un ordre du jour provisoire comprenant les questions (a) à (i) du premier alinéa du présent article, et celles qui auront pu être proposées, sera envoyé par le Secrétaire aux Etats Membres et aux Etats et organisations jouant le rôle d'observateurs, au moins 60 jours avant l'ouverture de la session, en même temps que les rapports et documents concernant les dites questions.

4. L'ordre du jour des sessions extraordinaires ne comprendra que les questions qui doivent faire l'objet de la session.

ARTICLE V

Secrétariat

1. Le Secrétariat, composé du Secrétaire et du personnel placé sous son autorité, assiste le Conseil dans le domaine qui lui est propre.

2. Le Secrétaire aura pour fonctions de recevoir, rassembler et assurer la diffusion des documents, des rapports et des résolutions prises au cours des sessions et émanant du Conseil et de ses comités, de préparer les comptes rendus des séances, d'approuver les dépenses et les engagements financiers et enfin de s'acquitter de toutes tâches dont le Conseil ou le Comité exécutif pourraient le charger.

3. Des copies de toutes lettres relatives aux affaires du Conseil seront adressées au Secrétaire aux fins d'information et de classement.

ARTICLE VI

Réunions plénières du Conseil

Les réunions plénières du Conseil sont ouvertes à toutes les délégations des Etats Membres et aux observateurs ainsi qu'au public, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

ARTICLE VII

Election du Président et du Vice-Président

1. A chaque réunion ordinaire, le Conseil élit le Président et le Vice-Président du Conseil, qui restent en fonction jusqu'à la fin de la prochaine réunion ordinaire. Les propositions de candidature sont dûment présentées et appuyées en séance et les candidats doivent être choisis parmi les délégués ou les suppléants.

2. Le Président et le Vice-Président entrent en fonctions à la fin de la session ordinaire au cours de laquelle ils auront été élus. Ils sont rééligibles.

ARTICLE VIII

Fonctions du Président ou du Vice-Président

1. Le Président exerce les fonctions qui lui sont attribuées en vertu d'autres dispositions du présent règlement; il doit notamment:

(a) Annoncer l'ouverture et la clôture de chaque réunion plénière du Conseil;

(b) Diriger les discussions au cours de ces sessions et assurer l'application du présent règlement; donner la parole; mettre les questions aux voix et proclamer les décisions;

(c) Statuer sur les motions d'ordre;

(d) Exercer, dans le cadre du présent Règlement, une pleine autorité sur les débats;

(e) Nommer les comités ad hoc des sessions conformément aux instructions du Conseil.

2. Le Vice-Président exerce les fonctions de Président en l'absence de ce dernier ou sur sa demande.

3. Le Président, ou le Vice-Président en l'absence du Président, n'ont pas le droit de vote et un autre membre de leur délégation représente leur gouvernement.

4. Le Secrétaire exerce les fonctions de Président dans le cas où celui-ci et le Vice-Président seraient tous les deux incapables de remplir leur charge, soit pour cause de décès ou de démission, soit parce qu'ils auront cessé de représenter leur gouvernement.

ARTICLE IX

Quorum et vote

1. Chaque Etat Membre n'aura droit qu'à une voix.

2. Le quorum est constitué par la majorité absolue des Etats Membres représentés à la séance.

3. Sauf le cas prévu au sixième alinéa de la présente section, le vote au cours d'une séance plénière se fait oralement ou à main levée; le vote par appel nominal est de rigueur quand l'Accord ou le Règlement exige une majorité spéciale ou quand une délégation le demande.

4. L'appel nominal des délégués se fait dans l'ordre alphabétique anglais.

5. Le vote de chaque délégué participant à un vote par appel nominal, ainsi que les abstentions, figurent dans le procès-verbal de la séance.

6. Les votes sur des propositions ayant trait à des personnalités ont lieu au scrutin secret, sauf quand il s'agit de l'élection des membres du bureau.

7. Lorsqu'un candidat à un poste n'obtient pas au premier tour de scrutin la majorité des membres présents et votant, il est procédé à un second tour, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.

8. En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, il est procédé à un deuxième vote au cours de la séance suivante de la même session. S'il y a encore égalité, la proposition est considérée comme rejetée.

ARTICLE X

Comités

1. Le Comité exécutif se compose du Président, du Vice-Président et du Président du Conseil sortant. Le Secrétaire est membre d'office du Comité, sans droit

de vote. Le Président du Conseil est le Président du Comité exécutif. Le Comité exécutif:

(a) Se réunit au moins une fois par an dans l'intervalle des sessions;

(b) Outre les fonctions décrites dans une autre partie du Règlement, il dirige les affaires du Conseil dans l'intervalle de ses sessions; toutefois, les décisions du Comité en matière de politique, au moins qu'elles ne soient l'application de celles déjà prises par le Conseil, n'ont pas un caractère définitif et sont soumises aux Etats Membres. Si la majorité de ceux-ci se prononce en faveur des propositions du Comité et en donne connaissance au Secrétaire, ces derniers sont considérées comme adoptées;

(c) Fait l'estimation des dépenses pour l'exercice suivant en vue de la soumettre au Conseil et ultérieurement à l'Organisation, conformément à l'article VI (2) de l'Accord;

(d) Coordonne le travail des comités techniques;

(e) Joue le rôle d'un comité d'édition et de publication.

2. Il y a deux comités techniques: (1) d'hydrologie et de biologie, (2) de technologie; chaque Etat Membre a le droit de faire partie de ces comités. Les attributions de ces comités techniques sont fixées par le Conseil, et sont toujours publiées avec ce Règlement.

(a) A chaque session ordinaire le Président fait voter les délégations sur la question de savoir si elles désirent être membres des comités techniques durant l'année suivante. Chaque délégation indique la personne ou les personnes qu'elle voudrait voir appartenir à ces comités;

(b) Les comités techniques choisissent parmi leurs membres un président et un rapporteur qui exerceront leurs fonctions l'année suivante;

(c) Les comités techniques font rapport au Conseil par l'intermédiaire du Comité exécutif, au cours de chaque session ordinaire, conformément aux dispositions de la section IV (4) du Règlement;

(d) Les comités techniques peuvent être amenés à constituer des sous-comités ad hoc, lorsque cela est nécessaire pour leur permettre de se conformer comme il convient à leur attributions ou de s'acquitter de toutes les fonctions spéciales qui pourraient en découler.

3. Le Conseil peut instituer, à une réunion ordinaire, tous autres comités ou groupes de travail ad hoc qui lui paraissent nécessaires pour examiner les questions qui n'entrent pas dans le mandat de ses comités techniques, ou qui relèvent simultanément de la compétence de plusieurs de ces comités.

(a) Le Conseil fixe le mandat desdits comités ou groupes de travail, au moment où il les institue;

(b) Chaque comité ou groupe de travail choisit parmi ses membres son président, qui fait fonction de rapporteur;

(c) Les comités ou groupes de travail font rapport au Conseil par l'entremise du Comité exécutif, soit à la réunion au cours de laquelle ils ont été institués, soit à la réunion suivante, soit à l'une et à l'autre de ces réunions, selon les dispositions de leur mandat. Le Conseil décide alors s'ils doivent ou non poursuivre leur activité pendant la période suivante;

(d) Les comités ou groupes de travail peuvent, de temps à autre, instituer les sous-comités dont ils auront besoin pour s'acquitter effectivement du mandat que leur aura fixé le Conseil.

ARTICLE XI

Budget et finances

1. Sauf dispositions contraires du présent Règlement, le Règlement financier de l'Organisation, com-

plété par le manuel et les mémorandums administratifs et les procédures qui en découlent, est applicable aux activités du Conseil.

2. Pour chaque exercice financier le Conseil prépare un projet de budget comprenant les dépenses prévues du Secrétariat, y compris les publications et les communications, ainsi que les frais de déplacement du Président et du Vice-Président quand ils ont à s'acquitter de leurs fonctions dans l'intervalle des sessions; une fois approuvé par le Conseil, ce projet de budget est soumis au Directeur général pour examen, afin de lui permettre d'en tenir compte dans les prévisions budgétaires générales de l'Organisation.

3. Une fois adopté par la Conférence au cours de sa session annuelle en tant que partie intégrante du budget général de l'Organisation, le budget du Conseil constitue la limite dans laquelle des fonds peuvent être engagés à des fins approuvées par la Conférence.

4. Quand deux Etats Membres au minimum décident d'entreprendre et de financer des projets, en commun, conformément à l'article vi (4) de l'Accord, et désirent s'assurer sur le plan administratif le concours financier de l'Organisation, le Secrétaire s'efforce, s'ils lui en font la demande, de leur faciliter la mise au point de ces projets de concert avec l'Organisation.

ARTICLE XII

Participation des observateurs

1. Des invitations aux sessions du Conseil sont adressées aux organisations publiques internationales qui ont avec l'Organisation des rapports prévoyant une représentation réciproque, et aux organisations internationales non-gouvernementales que leurs accords avec l'Organisation autorisent à se faire représenter par des observateurs.

2. Des invitations à se faire représenter par des observateurs sont également adressées aux autres organisations internationales et Etats non-membres qui font partie de l'Organisation, conformément aux instructions du Comité exécutif.

3. Sur vote affirmatif des trois quarts des Etats Membres, les Etats non-membres que ne sont pas non plus membres de l'Organisation sont invités à se faire représenter par des observateurs.

4. A moins que le Conseil n'en décide autrement — et cela d'une façon formelle — les observateurs peuvent assister aux réunions plénières du Conseil et participer aux discussions. Les observateurs peuvent également assister et participer aux sessions des comités techniques à l'exception des sessions ayant lieu à huis clos.

ARTICLE XIII

Comptes rendus des débats

1. Des comptes rendus analytiques sont rédigés pour chaque réunion et chaque session des comités et sont distribués dans le plus bref délai aux membres des délégations.

2. Aussitôt possible après la clôture de chaque réunion du Conseil, des copies de tous les procès-verbaux et rapports, y compris des copies de toutes résolutions, recommandations et autres décisions adoptées par le Conseil, sont transmises par le Secrétaire aux Etats Membres, aux Etats et aux organisations représentés par des observateurs.

3. Un résumé des débats de chaque réunion du Conseil est publié conjointement avec les rapports des comités, les mémoires techniques et autres documents que le Comité exécutif estime opportun de faire paraître.

ARTICLE XIV

Recommandations aux Etats Membres

1. Le Conseil peut adresser des recommandations aux Etats Membres sur les mesures à l'égard de toute question relative aux fonctions mentionnées dans l'article iii de l'Accord.

2. Le Secrétaire reçoit au lieu et place du Conseil les réponses des Etats Membres aux dites recommandations et fait le résumé et l'analyse de ces communications en vue de leur présentation à la session suivante.

ARTICLE XV

Amendements à l'Accord

1. Les propositions d'amendement à l'Accord par application de l'article vii du dit Accord peuvent être présentées par un Etat Membre dans une communication adressée au Secrétaire. Ce dernier adresse dès leur réception, à tous les Etats Membres et au Directeur général, une copie de ces propositions.

2. Le Conseil ne prend en séance aucune décision à l'égard d'une proposition d'amendement à l'Accord à moins que cette dernière n'ait été à l'ordre du jour provisoire de la réunion.

3. Conformément à l'article vii de l'Accord, les propositions d'amendement à l'Accord adoptées par le Conseil et destinées à élargir ses fonctions ou à accroître ses pouvoirs en ce qui concerne l'engagement des dépenses sont transmises au Directeur général, pour approbation par la Conférence et par le Directeur général respectivement.

ARTICLE XVI

Suspensions et amendements relatives aux articles du Règlement

1. Sous réserve des dispositions de l'Accord, tous les articles du Règlement que précèdent, à l'exception des articles iv, x (2), xi et xv, peuvent être provisoirement suspendus par un vote à la majorité des deux tiers des voix exprimées au cours d'une séance plénière du Conseil, à condition que notification en ait été donnée au cours d'une session plénière et que des copies de la proposition de suspension aient été distribuées aux délégations quarant-huit heures au moins avant la session au cours de laquelle une décision doit être prise à ce sujet.

2. Les amendements ou les additifs au Règlement peuvent être adoptés à la majorité des deux tiers des votes émis en session plénière du Conseil, à condition qu'il en soit donné préavis au cours d'une session plénière et que des copies de la proposition d'amendement aient été distribuées ou moins vingt-quatre heures avant la session au cours de laquelle une décision doit être prise à ce égard.

3. Le Comité exécutif peut proposer des amendements et des additifs au présent Règlement, et ces propositions peuvent faire l'objet d'un examen au cours de la prochaine réunion du Conseil.

4. Tout amendement à l'article xv qui pourrait être adopté conformément aux dispositions du deuxième alinéa de cet article n'entrera en vigueur qu'au cours de la prochaine session du Conseil.

ARTICLE XVII

Langues officielles

Les langues officielles du Conseil sont l'anglais et le français. Les délégations peuvent se servir de l'une ou l'autre de ces langues au cours des réunions; les

rapports, les documents et les communications peuvent être rédigés également dans l'une ou l'autre langue. Les rapports et les manuscrits sont publiés dans la langue dans laquelle ils auront été soumis et, sur demande du Conseil ou du Comité exécutif, il peut en être publié des résunés en traduction.

Attributions des comités techniques

Le Conseil peut renvoyer aux comités techniques des problèmes particuliers, et les comités les étudieront et présenteront sur ces problèmes son rapport, accompagné des recommandations pour décisions du Conseil.

Le conseil peut renvoyer à:

(a) Le comité d'hydrologie et de biologie, les problèmes particuliers au développement et à l'utilisation rationnelle des ressources de pêche, et concernant: (1) la biosphère aquatique et les phénomènes physiques et chimiques nécessaires d'une compréhension convenable de celle-ci; (2) l'identification et la description des unités naturelles dans les stocks d'organismes aquatiques; (3) les habitudes d'alimentation et migratoires et les mœurs de reproduction; (4) les taux et les causes de recrutement, de développement et de mortalité; (5) la mensuration et l'analyse des niveaux de population et de leur fluctuation et l'effet sur ceux-ci des opérations de pêche; (6) l'accroissement de la production de la pisciculture par le développement et l'application des techniques biologiques;

(b) Le comité de technologie, les problèmes spécifiques de développement et de l'utilisation rationnelle des pêcheries et concernant: (1) la capture, la conservation, le traitement, la distribution, le marketing et la consommation du poisson et des produits de pêche; (2) les travaux d'installation des viviers et, au sujet de ce qui précède, (3) outillage, facilités et technique; (4) statistiques; (5) facteurs économiques tel que financement et main d'œuvre.

Acordo para a constituição de um Conselho Indo-Pacífico de Pesca

Preâmbulo

Os Governos dos Estados da Birmânia, China, França, Índia, Países Baixos, República das Filipinas, Reino Unido e Estados Unidos da América do Norte, membros da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, dedicando um interesse comum ao desenvolvimento e utilização judiciousa dos recursos aquáticos vivos das zonas indo-pacíficas e desejando atingir a realização destes fins através de uma cooperação internacional pela criação de um Conselho Indo-Pacífico de Pesca, estipulam o seguinte:

ARTIGO I

O Conselho

1. Os Governos dos Estados Contratantes convencionam criar um conselho, que terá o nome de Conselho Indo-Pacífico de Pesca, com o fim de desempenhar as funções e obrigações enunciadas no artigo III seguinte.

2. Serão membros do Conselho os Governos que aderirem a este Acordo em conformidade com as disposições do artigo IX.

ARTIGO II

Organização

1. Cada Estado Membro será representado nas reuniões do Conselho por um delegado único, o qual po-

derá fazer-se acompanhar de um suplente, bem como por peritos e conselheiros. A participação dos suplentes, peritos e conselheiros nas reuniões do Conselho não lhes dará direito a voto, excepto no caso de um suplente desempenhar a função de delegado na ausência de um destes.

2. Cada Estado Membro disporá de um voto. As decisões do Conselho serão tomadas por maioria simples dos votos expressos, excepto nos casos em que o presente Acordo determinar o contrário. A maioria calculada sobre a totalidade dos membros do Conselho constituirá o quórum.

3. O Conselho elegerá o presidente e o vice-presidente, os quais com o presidente cessante constituirão o Comité Executivo.

4. O Conselho determinará a frequência, data e local das reuniões e organizará o seu regulamento interno.

5. O presidente convocará o Conselho, pelo menos, uma vez por ano, salvo decisão em contrário da maioria dos Estados Membros. A sessão inaugural será convocada pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, dentro dos seis meses seguintes à entrada em vigor do presente Acordo, e realizar-se-á no local que esta Organização julgar conveniente designar.

6. O Conselho terá a sede na secretaria regional da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura que lhe parecer mais adequada, dentro dos limites da zona definida no artigo IV. Enquanto não estiver criada aquela secretaria regional, o Conselho escolherá uma sede provisória dentro dos limites da zona supracitada.

7. A Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura proverá o Secretariado do Conselho e designará o seu secretário.

ARTIGO III

Atribuições

O Conselho terá as seguintes atribuições e obrigações:

(a) Formular os aspectos oceanográficos e biológicos e quaisquer outros aspectos técnicos dos problemas relativos ao desenvolvimento e utilização judiciousa dos recursos aquáticos vivos;

(b) Encorajar e coordenar as investigações, bem como a aplicação corrente de métodos aperfeiçoados;

(c) Reunir, publicar ou difundir por quaisquer outros meios as informações oceanográficas e biológicas relativas aos recursos aquáticos vivos;

(d) Recomendar aos Governos dos Estados Membros que organizem, por si ou em colaboração, os projectos de investigação e desenvolvimento que lhes pareçam necessários ou desejáveis para preencher as lacunas existentes nas referidas informações;

(e) Empreender, quando for conveniente, a realização de projectos comuns de investigação e desenvolvimento que visem aquele objectivo;

(f) Propor e, quando for necessário, adoptar providências adequadas para alcançar a unificação do equipamento, das técnicas e da nomenclatura científicas;

(g) Oferecer os seus serviços aos Governos dos Estados Membros que desejem obter os materiais e o equipamento essenciais;

(h) Elaborar um relatório acerca de todos os assuntos relacionados com os problemas oceanográficos e biológicos e quaisquer outros problemas técnicos para os quais tenha sido chamada a sua atenção pelos Governos dos Estados Membros, pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura ou por quaisquer outras organizações internacionais, nacionais ou particulares interessadas nestes problemas;

(i) Dirigir anualmente à Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, a título de informação, um relatório das suas actividades e fazer-lhe igualmente quaisquer outros relatórios que lhe pareçam necessários ou desejáveis acerca de assuntos que sejam da sua competência.

ARTIGO IV

Esfera de acção

O Conselho encarregar-se-á das atribuições e obrigações definidas no artigo III, dentro dos limites da zona indo-pacífica.

ARTIGO V

Cooperação com as organizações internacionais

O Conselho cooperará intimamente com as outras organizações internacionais em assuntos de interesse comum.

ARTIGO VI

Despesas

1. As despesas dos delegados e seus suplentes, peritos e conselheiros, ocasionadas pela sua presença nas reuniões do Conselho, serão determinadas e pagas pelos respectivos Governos.

2. As despesas do Secretariado, incluindo as inerentes às publicações e comunicações, e, por outro lado, as despesas feitas pelo presidente, vice-presidente e presidente do Conselho cessante, no desempenho de funções relacionadas com os trabalhos do Conselho e exercidas no intervalo das reuniões, serão fixadas e suportadas pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, nos limites do orçamento anual, que será preparado e aprovado nos termos do Regulamento da Organização.

3. As despesas resultantes de projectos de investigações ou desenvolvimento empreendidos individualmente por membros do Conselho, quer por seu livre arbítrio, quer por recomendação do Conselho, serão determinadas e pagas pelos Governos respectivos.

4. As despesas resultantes de projectos comuns de investigação ou desenvolvimento empreendidos em conformidade com as disposições do artigo III, parágrafos (d) e (e), a não ser que possam ser cobertas de outro modo, serão fixadas e pagas pelos Estados Membros pela forma e proporção que eles mutuamente combinarem.

ARTIGO VII

Emendas

Qualquer emenda ao presente Acordo deverá ser aprovada por maioria de dois terços da totalidade dos membros do Conselho. Fica prevista uma excepção a esta regra nos casos seguintes:

1. As emendas ao Acordo que dilatam as atribuições do Conselho exigem a aprovação da Conferência das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, além da aprovação da maioria de dois terços da totalidade dos membros do Conselho;

2. As emendas ao Acordo que tenham por objectivo o alargamento dos poderes do Conselho para incorrer em despesas a suportar pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura deverão obter aprovação de uma maioria de dois terços da totalidade dos membros do Conselho e do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

ARTIGO VIII

Aceitação

1. O presente Acordo será submetido à aceitação dos Estados Membros da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

2. O presente Acordo será igualmente submetido à aceitação dos Estados que não sejam membros da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, com a aprovação da Conferência e de dois terços dos membros do Conselho. Estes Estados poderão participar das actividades do Conselho se assumirem uma parte proporcional das despesas do Secretariado, a qual deverá ser fixada pelo Conselho e aprovada pela Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

3. Será dada notificação das aceitações do presente Acordo ao director-geral da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, o qual informará imediatamente os Governos interessados.

ARTIGO IX

Entrada em vigor

1. O presente Acordo entrará em vigor a partir da data de recepção do quinto aviso de aceitação.

2. As aceitações recebidas depois da entrada em vigor do presente Acordo tornar-se-ão efectivas a partir da data da sua recepção pelo director-geral da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, o qual informará imediatamente todos os Governos interessados e o Conselho.

ARTIGO X

Demissões

Qualquer Estado Membro pode denunciar este Acordo, após a expiração de um período de dois anos, a contar da data em que o presente Acordo entrar em vigor no que lhe diz respeito, informando por escrito o director-geral da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, o qual por sua vez informará imediatamente todos os Governos interessados e o Conselho. O acto de demissão tornar-se-á efectivo após um período de três meses, a contar da data da sua recepção pelo director-geral.

Elaborado em Baguio, aos vinte e seis dias de Fevereiro de mil novecentos e quarenta e oito, em língua inglesa, em um único exemplar, que ficará depositado no arquivo da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura. Serão distribuídas cópias autenticadas aos Governos dos Estados Membros da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

Regulamento interno

ARTIGO I

Para os fins do presente Regulamento, os termos definem-se como se segue:

Acordo: o Acordo para a constituição de um Conselho Indo-Pacífico de Pesca, celebrado em Baguio (República das Filipinas), a 26 de Fevereiro de 1948.

Conselho: o Conselho Indo-Pacífico de Pesca
Presidente: o presidente do Conselho.

Delegado: o representante de um Estado Membro como fica especificado no artigo II (1) do Acordo.

Delegação: o delegado e seu suplente, os peritos e conselheiros.

Estado Membro: o Estado Membro do Conselho.

Secretário: o secretário do Conselho.

Organização: a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura.

Conferência: a Conferência da Organização.

Director-geral: o director-geral da Organização.

Estado ou organização representado por um observador: um Estado ou uma organização que não seja Membro, convidado a assistir a uma reunião do Conselho.

Observador: o representante de um Estado ou organização assistindo como observador.

ARTIGO II

Sessões do Conselho

1. Nos termos do artigo II, parágrafo 5, do Acordo, o Conselho examinará, em cada reunião, se a reunião seguinte se deverá realizar no prazo de um ano ou de dois e fixará a data e o local dessa reunião, tendo em atenção as exigências do programa do Conselho e os termos do convite formulado pelo governo do país onde se deve realizar a reunião. Nesta conformidade, o presidente anunciará a convocação da reunião, sob reserva de que o Conselho, se na altura da reunião ordinária não estiver em condições de fixar a data e o local da reunião seguinte, tomará uma decisão relativa ao ano civil durante o qual esta reunião se realizará. O presidente fica então autorizado a fixar a data e o local da reunião, depois de ter consultado os Estados Membros e obtido aprovação da maioria deles.

2. O presidente pode convocar uma reunião extraordinária do Conselho:

- (a) Por instruções do Conselho;
- (b) Por instruções do Comité Executivo com aprovação da maioria dos Estados Membros; ou
- (c) A pedido da maioria dos Estados Membros.

O Comité Executivo determinará a data e o local dessa reunião.

3. Os convites para uma reunião ordinária do Conselho serão enviados, pelo menos, sessenta dias antes da data fixada para a sua abertura. Os convites para uma reunião extraordinária serão enviados, pelo menos, quarenta dias antes da data fixada para a sua abertura.

ARTIGO III

Poderes dos delegados

Em cada reunião o secretário receberá os poderes das delegações e dos observadores e elaborará um relatório sobre este assunto, para que o Conselho tome as decisões convenientes.

ARTIGO IV

Ordem do dia

1. A ordem do dia de cada reunião ordinária compreenderá:

- (a) A adopção da ordem do dia;
- (b) A eleição do presidente e vice-presidente como está previsto no artigo II (3) do Acordo;
- (c) Um relatório do Comité Executivo acerca da sua actividade durante o ano, incluindo um relatório sobre os trabalhos realizados para o Conselho pelo Secretariado;

(d) Um relatório do secretário sobre a situação financeira do Conselho;

(e) O exame do projecto de orçamento para o exercício seguinte;

(f) As propostas de emendas ao Acordo, nos termos do artigo VII deste último e das disposições do artigo XV do Regulamento;

(g) Os pedidos de adesão ao Conselho apresentados por Estados que não sejam membros da organização e aprovados pela Conferência, nos termos do artigo VIII (2) do Acordo;

(h) Os relatórios dos comités;

(i) O exame da data e local da reunião seguinte.

2. A ordem do dia compreenderá igualmente, sob aprovação do Conselho:

(a) As questões aprovadas durante a reunião antecedente;

(b) As questões propostas pelo Comité Executivo;

(c) As questões submetidas ao Conselho pela Organização ou pelo director-geral;

(d) As questões propostas por um Estado Membro.

3. Uma ordem do dia provisória, compreendendo as questões (a) a (i) do parágrafo 1 do presente artigo e as que puderem ter sido propostas, será enviada pelo secretário aos Estados Membros e aos Estados e organizações que desempenhem o papel de observadores pelo menos sessenta dias antes da abertura da reunião, juntamente com os relatórios e documentos respeitantes às referidas questões.

4. A ordem do dia das reuniões extraordinárias compreenderá somente as questões que tiverem motivado a reunião.

ARTIGO V

Secretariado

1. O Secretariado, composto do secretário e pessoal seu dependente, coadjuvará o Conselho nas atribuições que lhe são peculiares.

2. As funções do secretário serão receber, reunir e assegurar a difusão dos documentos, relatórios e resoluções tomadas durante as sessões, provenientes do Conselho e seus comités, redigir as actas das sessões, aprovar as despesas e os compromissos financeiros e, finalmente, executar quaisquer serviços de que o Conselho ou o Comité Executivo o possa encarregar.

3. Serão enviadas ao secretário cópias de toda a correspondência relativa aos trabalhos do Conselho, para efeitos de informação e arquivo.

ARTIGO VI

Sessões plenárias do Conselho

As sessões plenárias do Conselho estarão abertas a todas as delegações dos Estados Membros e aos observadores, assim como ao público, a não ser que o Conselho decida o contrário.

ARTIGO VII

Eleição do presidente e vice-presidente

1. Em cada reunião ordinária o Conselho elege o presidente e vice-presidente do Conselho, os quais desempenharão a função até ao fim da reunião ordinária seguinte. As propostas de candidatura serão devidamente apresentadas e apoiadas na sessão e os candidatos deverão ser escolhidos entre os delegados ou seus suplentes.

2. O presidente e o vice-presidente assumirão as suas funções no fim da reunião ordinária no decurso da qual tiverem sido eleitos. Ambos poderão ser reeleitos.

ARTIGO VIII

Funções do presidente ou vice-presidente

1. O presidente exercerá as funções que lhe forem atribuídas em consequência de outras disposições do presente Regulamento, devendo especialmente:

(a) Anunciar a abertura e o encerramento de cada sessão plenária do Conselho;

(b) Dirigir as discussões durante aquelas sessões e assegurar a aplicação do presente regulamento; dar a palavra; pôr as questões à votação e proclamar as decisões;

(c) Preceituar sobre as moções de ordem;

(d) Exercer plena autoridade sobre os debates, no âmbito do presente Regulamento;

(e) Nomear os *comités ad hoc* das reuniões, em conformidade com as instruções do Conselho.

2. O vice-presidente exercerá as funções de presidente na ausência deste ou a seu pedido.

3. O presidente, ou o vice-presidente na ausência do presidente, não terão direito de voto e um outro membro da delegação representará o respectivo Governo.

4. O secretário exercerá as funções de presidente no caso em que tanto este como o vice-presidente estiverem impossibilitados de exercer o seu cargo, quer por motivo de morte ou demissão, quer por terem deixado de representar o seu Governo.

ARTIGO IX

Quórum e voto

1. Cada Estado Membro só terá direito a um voto.

2. O quórum será constituído pela maioria absoluta dos Estados Membros representados na sessão.

3. Excepto no caso previsto no parágrafo 6 do presente artigo, a votação em sessão plenária far-se-á oralmente ou por mãos levantadas; a votação por chamada nominal será obrigatória quando o Acordo ou o Regulamento exigir uma maioria especial ou se qualquer delegação o pedir.

4. A chamada nominal dos delegados far-se-á pela ordem alfabética inglesa.

5. O voto de cada delegado que participe numa votação por chamada nominal, bem como as abstenções, figurarão na acta da sessão.

6. As votações sobre propostas que se relacionem com personalidades realizar-se-ão por escrutínio secreto, excepto se se tratar da eleição dos membros da secretaria.

7. Quando qualquer candidato a um posto não obtiver na primeira volta de escrutínio a maioria dos membros presentes e votantes, proceder-se-á a segunda volta, mas a votação só recairá sobre os dois candidatos que tiverem obtido maior número de votos. Se os dois candidatos obtiverem o mesmo número de votos nesta segunda volta, o presidente decidirá entre os dois candidatos por tiragem à sorte.

8. Em caso de empate de uma votação sobre assunto que não seja de eleições, proceder-se-á a uma segunda votação durante a sessão seguinte da mesma reunião. Se ainda houver empate, a proposta será considerada rejeitada.

ARTIGO X

«Comités»

1. O Comité Executivo compor-se-á do presidente, vice-presidente e presidente do Conselho cessante. O secretário será membro obrigatório do Comité, sem direito de voto. O presidente do Conselho será o presidente do Comité Executivo. O Comité Executivo deverá:

(a) Reunir-se, pelo menos, uma vez por ano no intervalo das reuniões;

(b) Além das funções prescritas em outra parte do Regulamento, dirigir os trabalhos do Conselho no intervalo das suas reuniões; todavia, as decisões do Comité em matéria política, a não ser que se trate da aplicação de decisões já tomadas pelo Conselho, não terão carácter definitivo e serão submetidas aos Estados Membros. Se a maioria destes se pronunciar a favor das propostas do Comité e as comunicar ao secretário, estas serão consideradas aprovadas;

(c) Fazer a estimativa das despesas para o exercício seguinte, a fim de ser submetida ao Conselho e seguidamente à Organização, nos termos do artigo vi (2) do Acordo;

(d) Coordenar o trabalho dos *comités* técnicos;

(e) Desempenhar a função de um *comité* editorial e de publicação.

2. Haverá dois *comités* técnicos: (1) de hidrologia e biologia e (2) de tecnologia; cada Estado Membro terá o direito de fazer parte destes *comités*. As atribuições dos referidos *comités* técnicos serão determinadas pelo Conselho e serão sempre publicadas com este Regulamento.

(a) Em cada reunião ordinária o presidente fará votar as delegações, para saber se elas desejam ser membros dos *comités* técnicos para o ano seguinte. Cada delegação indicará a pessoa ou pessoas que desejaria ver pertencer aos referidos *comités*;

(b) Os *comités* técnicos escolherão entre os seus membros um presidente e um relator, que exercerão as suas funções no ano seguinte;

(c) Os *comités* técnicos relatarão ao Conselho, por intermédio do Comité Executivo, em cada reunião ordinária, nos termos das disposições do artigo iv (4) do Regulamento;

(d) Os *comités* técnicos poderão vir a criar sub-*comités ad hoc*, quando isso for necessário para se poderem dedicar convenientemente às suas atribuições ou desempenhar quaisquer funções especiais que delas derivem.

3. O Conselho poderá criar, em reunião ordinária, quaisquer outros *comités* ou grupos de trabalho *ad hoc* que considere necessários para examinar as questões que não estejam dentro das atribuições dos seus *comités* técnicos ou que dependam simultaneamente da competência de mais de um deles.

(a) As atribuições dos referidos *comités* ou grupos de trabalho serão fixadas pelo Conselho, no momento em que os criar;

(b) Cada *comité* ou grupo de trabalho escolherá o presidente entre os seus membros, o qual desempenhará a função de relator;

(c) Os *comités* ou grupos de trabalho relatarão ao Conselho, por intermédio do Comité Executivo, quer na reunião durante a qual foram criados, quer na seguinte, ou em ambas as reuniões, conforme as disposições do seu mandato. O Conselho decidirá então se eles deverão ou não prosseguir a sua actividade durante o período seguinte;

(d) Os *comités* ou grupos de trabalho poderão, de tempos a tempos, criar os sub-*comités* de que possam necessitar para desempenharem efectivamente as funções que lhes tiverem sido determinadas pelo Conselho.

ARTIGO XI

Orçamento e finanças

1. Salvo disposições em contrário do presente Regulamento, o Regulamento Financeiro da Organização, completado com o manual e os memorandos administrativos e os processos deles derivados, será aplicável às actividades do Conselho.

2. O Conselho elaborará para cada exercício financeiro um projecto de orçamento, que compreenderá as despesas previstas do Secretariado, incluindo as publicações e comunicações, bem como as despesas de deslocação do presidente e vice-presidente quando tiverem de desempenhar as suas funções no intervalo das reuniões; uma vez aprovado pelo Conselho, este projecto de orçamento será submetido a exame do director-geral, a fim de que este o possa considerar nas previsões orçamentais gerais da Organização.

3. Uma vez adoptado pela Conferência, na sua sessão anual, como parte integrante do orçamento geral da Organização, o orçamento do Conselho constituirá o limite dentro do qual poderão ser empenhados fundos para fins aprovados pela Conferência.

4. Quando dois Estados Membros, pelo menos, decidirem empreender e financiar projectos em comum, nos termos do artigo VI (4) do Acordo, e desejarem obter o concurso financeiro da Organização, no plano administrativo, o secretário diligenciará, se eles o pedirem, facilitar-lhes a execução dos projectos, de acordo com a Organização:

ARTIGO XII

Participação dos observadores

1. Serão enviados convites para as reuniões do Conselho às organizações públicas internacionais cujas relações com a Organização prevejam representação recíproca e às organizações internacionais não governamentais cujos acordos com a Organização as autorizem a fazer-se representar por observadores.

2. Serão também enviados convites para se fazerem representar por observadores a outras organizações internacionais e Estados não membros que façam parte da Organização, em conformidade com as instruções do Comité Executivo.

3. Mediante voto afirmativo de três quartos dos Estados Membros, os Estados não membros que também não sejam membros da Organização serão convidados a fazer-se representar por observadores.

4. A não ser que o Conselho decida o contrário — e isto de modo formal —, os observadores podem assistir às reuniões plenárias do Conselho e tomar parte nas discussões. Os observadores podem também assistir e tomar parte nas sessões dos *comités* técnicos, com excepção das sessões secretas.

ARTIGO XIII

Resumos dos debates

1. Serão redigidos resumos analíticos de cada reunião e de cada sessão dos *comités*, que serão distribuídos o mais depressa possível aos membros das delegações.

2. Logo que seja possível, após o encerramento de cada reunião do Conselho, serão enviadas pelo secretário cópias de todas as actas e relatórios, incluindo cópias de todas as resoluções, recomendações e outras decisões adoptadas pelo Conselho, aos Estados Membros e às organizações representadas por observadores.

3. Um resumo dos debates de cada reunião do Conselho será publicado juntamente com os relatórios dos *comités*, exposições técnicas e outros documentos que o Comité Executivo julgue oportuno mandar publicar.

ARTIGO XIV

Recomendações aos Estados Membros

1. O Conselho pode fazer recomendações aos Estados Membros acerca de medidas respeitantes a qualquer assunto relativo às funções mencionadas no artigo III do Acordo.

2. O secretário receberá, em nome do Conselho, as respostas dos Estados Membros às referidas recomendações e fará o resumo e a análise dessas comunicações, para as apresentar na reunião seguinte.

ARTIGO XV

Emendas ao Acordo

1. As propostas de emendas ao Acordo, nos termos do artigo VII do mesmo Acordo, podem ser apresentadas por qualquer Estado Membro em comunicação endereçada ao secretário. Este último enviará a todos os Estados Membros e ao director-geral uma cópia daquelas propostas, logo que as receba.

2. O Conselho não tomará numa reunião nenhuma decisão acerca de qualquer proposta de emenda ao Acordo, a não ser que esta tenha sido incluída na ordem do dia provisória da reunião.

3. Em conformidade com o artigo VII do Acordo, as propostas de emendas ao Acordo adoptadas pelo Conselho, destinadas a dilatar as suas funções ou a aumentar os seus poderes no que respeita ao compromisso das despesas, serão transmitidas ao director-geral para aprovação da Conferência e do director-geral, respectivamente.

ARTIGO XVI

Suspensões e emendas relativas aos artigos do Regulamento

1. Ressalvadas as disposições do Acordo, todos os artigos precedentes do Regulamento, com excepção dos artigos IV, X (2), XI e XV, podem ser suspensos provisoriamente mediante aprovação por maioria de dois terços dos votos expressos em qualquer sessão plenária do Conselho, contanto que o facto tenha sido notificado em sessão plenária e que tenham sido distribuídas às delegações cópias da proposta de suspensão pelo menos quarenta e oito horas antes da sessão durante a qual se deva tomar uma decisão a este respeito.

2. As emendas ou os aditamentos ao Regulamento podem ser adoptados por maioria de dois terços dos votos emitidos em sessão plenária do Conselho, com a condição de que tenha sido dado aviso prévio em sessão plenária e que às delegações tenham sido distribuídas cópias da proposta de emenda pelo menos vinte e quatro horas antes da sessão durante a qual se deva tomar uma decisão a seu respeito.

3. O Comité Executivo pode propor emendas e aditamentos ao presente Regulamento, podendo tais propostas ser examinadas na reunião seguinte do Conselho.

4. Qualquer emenda ao artigo XV que possa ser adoptada nos termos das disposições do segundo parágrafo deste artigo só entrará em vigor na reunião seguinte do Conselho.

ARTIGO XVII

Línguas oficiais

As línguas oficiais do Conselho serão o inglês e o francês. As delegações podem servir-se de ambas as línguas durante as reuniões; os relatórios, documentos e comunicações podem ser redigidos também em qualquer das duas línguas. Os relatórios e documentos serão publicados na língua em que foram apresentados e, a pedido do Conselho ou do Comité Executivo, poderão ser publicados resumos em tradução.

Atribuições dos «comités» técnicos

O Conselho pode confiar aos *comités* técnicos problemas especiais, que os *comités* estudarão e sobre os quais

apresentarão o seu relatório, acompanhado de recomendações para decisões do Conselho.

O Conselho pode remeter:

(a) Ao *Comité* de Hidrologia e Biologia, os problemas peculiares ao desenvolvimento e utilização racional dos recursos de pesca respeitantes: (1) à biosfera aquática e aos fenómenos físicos e químicos necessários para a sua conveniente compreensão; (2) à identificação e descrição das unidades naturais das reservas de organismos aquáticos; (3) aos hábitos alimentares e migratórios e modos de reprodução; (4) às taxas e causas de recrutamento, desenvolvimento e mortalidade; (5) à

medição e análise dos níveis da população, sua flutuação e efeito das operações de pesca sobre estes, e (6) ao aumento de produção da piscicultura pelo desenvolvimento e aplicação das técnicas biológicas;

(b) Ao *Comité* de Tecnologia, os problemas específicos de desenvolvimento e utilização racional da pesca respeitantes: (1) à captura, conservação, tratamento, distribuição, mercado e consumo de peixe e produtos da pesca; (2) aos trabalhos de instalação de viveiros e, em relação ao que precede, (3) equipamento, facilidades e técnica; (4) estatísticas, e (5) factores económicos, tais como financiamento e mão-de-obra.